ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

le 7 juin 2010

François Asensi

le député de Sevran à vos côtés

Ce que votre député a obtenu pour la sécurité à Sevran

• La création d'une police de proximité (UTEQ)

Le 20 mai 2008, la ministre de l'Intérieur s'est engagée à créer une police de proximité à Sevran, en réponse à une intervention de François Asensi à l'Assemblée nationale.

• Un nouveau commissariat de police

Le député s'est adressé à de nombreuses reprises à l'État pour réclamer des locaux plus adaptés. Une demande entendue, puisque la construction d'un nouveau bâtiment est programmée en 2012.

• La gratuité du commissariat de Sevran

Alors que le terrain de l'actuel commissariat avait été cédé gratuitement par la ville de Sevran à l'État, ce dernier a réclamé autour de 600 000 euros pour le rendre. Le député a refusé que le contribuable sevranais en paie le prix.

Vos réactions :
fasensi@assemblee-nationale.fr
www.francoisasensi.com

« La sécurité est un droit pour tous les Sevranais »

« L'égalité républicaine, c'est aussi le droit pour chacun de pouvoir vivre en paix et en sécurité, que l'on habite à Sevran, Neuilly ou Paris.

L'État est le garant de ce droit et je veillerai à ce qu'il assume ses missions régaliennes. *C'est le message que j'ai porté comme député auprès du ministre de l'Intérieur et du préfet du département lors de nos échanges.*

Ce droit est aujourd'hui bafoué par l'emprise des trafiquants de drogue dans certains quartiers. *Ces réseaux mafieux lancent un défi à notre pacte républicain auquel nous devons répondre avec une grande fermeté.*

La réponse de l'État n'est pas à la hauteur. Le manque criant de personnel et de moyens dans la police nationale sape le difficile travail des forces de l'ordre sur le terrain.

Certains territoires de la République sont délaissés *: comment accepter que la Seine-Saint-Denis dispose du même nombre de policiers que les Hauts-de-Seine, alors que le nombre de plaintes pour atteinte à l'intégrité physique est double?*

L'État doit consacrer des moyens exceptionnels pour la sécurité des habitants de Sevran.

Depuis 2002, le gouvernement n'a pas fait reculer la violence, malgré un langage parfois stigmatisant pour les habitants des quartiers populaires qui sont dans leur immense majorité des gens honnêtes et travailleurs, confrontés à la crise.

Assurer l'ordre républicain ne peut aller sans une égalité réelle entre les territoires. *Cela passe par un coup d'arrêt net de la politique libérale du gouvernement, qui accentue gravement la relégation sociale de certains quartiers et casse les services publics.*

Je suis plus que jamais déterminé à mener ces combats avec vous. »

François Asensi

Député de Sevran, Tremblay-en-France et Villepinte

FRANÇOIS ASENSI, VOTRE DÉPUTÉ, S'ADRESSE À VOUS

Impression : PSD Saint-Denis

Mes 3 engagements pour la sécurité des Sevranais

FRANÇOIS ASENSI, VOTRE DÉPUTÉ, S'ADRESSE À VOUS

Le 6 avril à l'Assemblée nationale
« La drogue fait plus de victimes que le terrorisme. À Sevran, sept morts par violence sont à déplorer depuis dix mois. Le terreau de la pauvreté et de la désespérance sociale progresse et gangrène ces quartiers. Depuis 2005, ils continuent de s'enfoncer dans la relégation sociale ».

1 Obtenir un commissariat de plein exercice à Sevran

« Le commissariat de Sevran, actuellement rattaché à celui d'Aulnay-sous-Bois, n'est pas autonome dans la gestion de son personnel et son travail d'enquête.

Face à une délinquance et des réseaux mafieux de plus en plus organisés, cette situation est incompréhensible. ***Le commissariat de Sevran doit disposer de pouvoirs plus larges, avec un commissaire divisionnaire à sa tête.***

J'avais obtenu de haute lutte, en tant que député de Sevran, la création de ce premier commissariat en 1989, avec l'ancien maire de Sevran, Bernard Vergnaud. Il faut aujourd'hui aller plus loin : l'État doit accorder à Sevran un nouveau commissariat de plein exercice. »

À Beausevran, le député est à la rencontre des Sevranais. Contre la précarité et la montée du chômage, il s'engage pour le maintien des services publics, maillons essentiels de la cohésion sociale dans nos villes.

2 Doter Sevran d'une police de proximité

« Le ministre de l'Intérieur s'est engagé en mai 2008 à créer une Unité territoriale de quartier à Sevran, en réponse à une de mes interventions à l'Assemblée nationale.

Cette police de proximité existe dans d'autres communes de Seine-Saint-Denis avec des résultats encourageants. Elle rétablit un lien de confiance entre la population et les forces de l'ordre et permet de répondre au premier acte de délinquance.

Pourtant, ***faute de crédits de l'État, l'UTEQ de Sevran n'est toujours pas en place****. Avec le maire Stéphane Gatignon, je demande que l'engagement donné soit respecté au plus vite. »*

Le 7 mai, sur le plateau de la Matinale de Canal +, François Asensi dénonce les inégalités de richesse entre les villes de Seine-Saint-Denis et les « ghettos de riches » de l'Ouest parisien. Les habitants des quartiers populaires ne demandent pas la charité, mais simplement plus de justice.

3 Démanteler les trafics mafieux

« Le trafic de drogue empoisonne la vie des habitants de certains quartiers. Il n'est pas acceptable de rentrer chez soi en ayant peur, en subissant des pressions et des violences parfois criminelles. Nous avons tous à l'esprit le dramatique incendie de l'été dernier ayant coûté la vie à 5 habitants des Beaudottes.

Ce commerce illicite, qui attire dans son orbite des jeunes en situation d'échec et attirés par l'argent facile, est un trafic mafieux. Il faut le condamner de manière ferme et sans ambiguïté. ***Je demande que l'État crée dans chaque commissariat des cellules d'investigation contre le trafic international de stupéfiants.*** *»*